COMPTE-RENDU SUCCINCT
Conseil municipal
mardi 13 juillet 2021 à 19h
Salle des Fêtes de la ville de Pauillac

COMMUNE DE PAUILLAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un, le treize juillet à dix-neuf heures.

Le Conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni à titre exceptionnel et dans le respect des mesures liées à la lutte contre le COVID-19 à la Salle des fêtes de Pauillac en séance publique sous la présidence de M. Florent FATIN.

Etaient Présents : Ms et Mmes FATIN, COSTA, RENAUD, ARBEZ, BARRAO, REVELLE, DORÉ, GETTE, BARILLOT, FALCO, GARRIGOU, BORTOLUSSI, BARRET, POUYALET, DAUMENS, MORISSEAU, AMBROISE, DE FOURNAS, TAUZIER, CHAGNIAT.

Etaient Absents : Ms et Mmes ALVES, BARRAUD, CROUZAL, SIAUT, FAURIE, GUIET, BLANCK

Procurations :

Mme ALVES donne procuration à M. RENAUD
Mme CROUZAL donne procuration à M. REVELLE
M. BARRAUD donne procuration à M. FATIN
M SIAUT donne procuration à Mme COSTA
Mme FAURIE donne procuration à Mme DORÉ
Mme GUIET donne procuration à Mme BORTOLUSSI

Mme COSTA est nommée secrétaire de séance.

<i>Date de convocation</i>	07/07/2021
<i>Nombre de membres en exercice</i>	27
<i>Nombre de membres présents</i>	20
<i>Nombre de suffrages exprimés</i>	26

1 – FINANCES

BUDGET PRINCIPAL : TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF IMMEUBLE 1 RUE DE LA GRAVETTE

Considérant que lors de l'acquisition, en 2019, de leur immeuble sis au 1 rue de la Gravette à Pauillac, Messieurs THURIAF et DUCHAMPT ont demandé à la commune un avis sur l'état conforme ou non conforme du système d'assainissement non collectif.

Considérant que la collectivité n'ayant pas délégué cette compétence, c'est un agent de la collectivité qui a procédé au contrôle et a déclaré conforme le système d'assainissement non collectif de cette maison.

Considérant qu'après avoir utilisé sur une période de plusieurs mois l'assainissement, les nouveaux acquéreurs devaient régulièrement faire vidanger leur installation et que suite à un contrôle par un organisme extérieur, il s'avère que l'assainissement déclaré conforme ne l'était pas.

Considérant l'erreur commise par ses services et voulant éviter tout contentieux entre la collectivité et l'acquéreur, il a été convenu de procéder aux travaux de mise en conformité, à la charge financière de la collectivité.

Considérant le devis proposé par l'entreprise TAMBU d'un montant de 14 736,00 € TTC.

Vu l'avis favorable de la commission " Finances et personnel " en date du 05 juillet 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder aux travaux d'assainissement conformément au devis fourni.
- **IMPUTE** cette dépense à l'article 678 « Autres charges exceptionnelles ».

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

BUDGET PRINCIPAL : REMBOURSEMENT FACTURATION FLUIDES À L'INSUP - IMMEUBLE 5 RUE MONTAUROY

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que l'INSUP occupait jusqu'au 31-12-2019 l'ensemble du bâtiment sis 5 rue Montauroy en application du contrat de bail du 01-10-2015 et avait de ce fait pris à sa charge les compteurs relatifs aux fluides.

Il précise qu'à compter du 01-01 2021, en vertu d'un nouveau contrat de bail, l'INSUP n'occupait plus qu'une partie du bâtiment, l'autre partie restant à disposition de la commune. Cette dernière devait transférer les compteurs à son nom.

Or, le transfert tardif des compteurs au nom de la commune a fait supporter à l'INSUP les factures de gaz et d'électricité pour la période du 01-01 au 11-11-2020.

VU les dispositions de l'article 6 « conditions financières de la location » du contrat de location et notamment le point D « les charges accessoires du loyer » qui prévoit que la commune répercutera auprès du preneur les consommations d'eau, électricité, gaz ;

CONSIDERANT la mise en place tardive du transfert des compteurs au nom de la commune ;

CONSIDERANT qu'il appartient à la commune de rembourser à l'INSUP les consommations au prorata des superficies occupées par elle ;

CONSIDERANT le courrier de l'INSUP, en date du 12-02-2021 accompagné de la facture n° J210004 du 11-02-2021, du décompte de la répartition des charges entre occupants et des factures justificatives ;

CONSIDERANT que le remboursement de la commune porte sur une somme de 3 644,33 € HT (Exonération de TVA – article 261 4-4°- A du CGI) ;

Vu l'avis favorable de la commission " Finances et personnel" en date du 05 juillet 2021.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** le remboursement, à l'INSUP, des charges de gaz et d'électricité de l'année 2020 pour un montant total de 3 644,33 € HT ;

- **AUTORISE** monsieur le Maire à régulariser cette situation ;

- **DIT** que la dépense sera imputée à l'article 62878 « Remboursement de frais à d'autres organismes » du budget principal de la commune.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

BUDGET PRINCIPAL : ADHÉSION À LA CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES POUR L'ACCOMPAGNEMENT À L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DU PATRIMOINE PROPOSÉE PAR LE SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DE LA GIRONDE (SDEEG).

Vu l'article L5212-16 du code général des collectivités territoriales relatif aux syndicats à la carte,

Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde (SDEEG) modifiés par arrêté préfectoral en date du 22 août 2006,

Vu le Code de l'énergie

Vu la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 présentant un caractère d'intérêt général pour la protection de l'environnement par l'obligation pesant sur les collectivités d'une meilleure connaissance de leurs performances énergétiques et d'entreprendre des travaux d'amélioration.

Considérant l'enjeu que représentent aujourd'hui l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, le SDEEG souhaite encourager et soutenir ses communes adhérentes dans la mise en œuvre d'une politique de bonne gestion énergétique.

Pour ce faire, le SDEEG a conclu, après procédure de mise en concurrence réglementaire, un ensemble de marchés de prestations de services avec des sociétés apportant les réponses nécessaires à améliorer efficacement la gestion du patrimoine au sens du développement durable.

Ainsi les outils mis à disposition de la Commune, au travers de cette convention, pourront porter notamment sur :

- Les audits énergétiques bâtiments et éclairage public.
- Les études de faisabilité.
- L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
- Le suivi énergétique et patrimonial

L'adhésion à la convention est gratuite pour la Commune et lui permet immédiatement de valoriser financièrement certains de ces travaux d'économies d'énergie grâce au dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE).

Au moment de la survenance du besoin, la Commune sollicitera la ou les prestation(s) auprès du SDEEG qui chiffrera le coût de la ou des mission(s) au vu des conditions financières annexées à la convention et

cadrées par les divers marchés conclus. Si le SDEEG bénéficie d'un programme d'aide (ADEME, REGION, CEE...) pour le ou les prestation(s) commandée(s), la Commune en sera informée et une minoration du coût chiffré sera directement appliquée à la facturation.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire de la commune de Pauillac, justifiant l'intérêt d'adhérer aux prestations de services pour l'accompagnement à l'efficacité énergétique du patrimoine proposée par le Syndicat Départemental d'Energie Électrique de la Gironde (SDEEG) selon les modalités décrites dans la convention et ses annexes, telles qu'approuvées par délibération du Comité syndical du SDEEG en date du 16 décembre 2011, du 14 Décembre 2012 et du 27 Juin 2013,

Cette convention fait suite à celle signée entre la commune et le SDEEG le 14 juin 2012.

Vu l'avis favorable de la commission " Finances et personnel" en date du 05 juillet 2021.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré ;

DECIDE d'adhérer aux prestations de services du SDEEG à partir de la date de signature de la convention, pour une durée minimale de 5 (cinq) ans pouvant se prolonger concomitamment avec l'existence du dispositif des CEE et donne pouvoir à Monsieur le Maire pour la signature de la convention d'adhésion.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

BUDGET PRINCIPAL : ADHÉSION À LA FORMULE « ECOSUITE » DU DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT À L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DU SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DE LA GIRONDE.

Vu l'article L5212-16 du code général des collectivités territoriales relatif aux syndicats à la carte,

Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Energie Électrique de la Gironde (SDEEG) modifiés par arrêté préfectoral en date du 22 août 2006,

Face au contexte énergétique et environnemental, le SDEEG, souhaite inciter les communes à s'engager sur la voie de l'utilisation rationnelle de l'énergie en les accompagnant dans la mise en œuvre de leur politique de bonne gestion énergétique.

Ainsi un dispositif d'accompagnement à l'efficacité énergétique du patrimoine bâtiments adhérentes au SDEEG est lancé.

En adhérant à la **formule « ECOSUITE »** du dispositif d'accompagnement à l'efficacité énergétique, la Commune accède, entre autres, aux prestations :

- La création d'un Plan Pluriannuel d'Investissements ;
- Un appui technique en éclairage public ;
- La mise à disposition d'un progiciel de suivi énergétique ;
- Un bilan annuel des consommations d'énergies ;
- La valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie ;
- Un accès à des études spécifiques :
 - Étude de faisabilité des solutions d'approvisionnement en énergie ;
 - Étude de faisabilité en énergies renouvelables ;

- L'aide à la rédaction et à la passation de marchés d'exploitation des installations thermiques
- Prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'efficacité énergétique de bâtiments neufs ou en réhabilitation lourde.

Le montant de l'adhésion à la **formule « ECOSUITE »**, que la Commune s'engage à verser au SDEEG, se présente de la manière suivante :

- Un coût fixe annuel des prestations qui est fonction du nombre d'habitants : **0,25 €/habitant**

Cette convention « ECOSUITE » fait suite à la convention « ECOBAT MDE308 » qui avait été conclue le 27 avril 2016 pour une durée de 5 ans.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire de la Commune de Pauillac, justifiant l'intérêt d'adhérer à la formule « ECOSUITE » du dispositif d'accompagnement à l'efficacité énergétique du Syndicat Départemental d'Energie Électrique de la Gironde (SDEEG) selon les modalités décrites dans la convention d'adhésion, telles qu'approuvées par délibération du bureau syndical du SDEEG en date du 11 juin 2015,

Vu l'avis favorable de la commission " Finances et personnel " en date du 05 juillet 2021.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré ;

DECIDE d'adhérer au dispositif du SDEEG à partir de la date de signature de la convention, pour une durée de 5 ans et donne pouvoir à Monsieur le Maire pour la signature de la convention d'adhésion et des mandats de représentation des fournisseurs d'énergies.

Vote : POUR : 26
Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

BUDGET PRINCIPAL : CREANCES ETEINTES

Monsieur le Maire indique que les états des restes à recouvrer établis par le Centre des Finances Publiques de Pauillac présentent des recettes antérieures à 2021 irrécouvrables du fait de situations de surendettement entraînant l'effacement des dettes des usagers pour un montant de 683.70 Euros

CONSIDERANT l'impossibilité de recouvrer les produits relatifs au bordereau des pièces irrécouvrables.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

VU l'avis favorable de la commission "Finances et personnel" réunie le 05 juillet 2021 ;

ACCEPTE les admissions en créances éteintes proposées ci-dessus pour un montant de 683,70 Euros.

AFFECTE la dépense à l'article 6542 du budget primitif 2021

Vote : POUR : 23, ABSTENTIONS : 3 (M. CHAGNIAT, M. DE FOURNAS, Mme TAUZIER)
Adopté à la majorité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

AUTORISATION À DONNER À MONSIEUR LE MAIRE DE SIGNER LES CONVENTIONS AVEC LES COMMUNES BÉNÉFICIAIRES DU DISPOSITIF RASED

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L218-8 du Code de l'éducation ;

CONSIDÉRANT que l'objectif du RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Enfants en Difficulté) est de dispenser des aides spécialisées aux élèves des écoles maternelles et élémentaires en grande difficulté

CONSIDÉRANT que les communes ci-après désignées Saint Julien Beychevelle, Cussac Fort Médoc, Lamarque, Saint Seurin de Cadourne, Saint Sauveur, Saint Estèphe, Vertheuil, sont rattachées au RASED intervenant sur le secteur de Pauillac et bénéficient par conséquent de l'intervention d'une psychologue scolaire et de deux maîtres E ;

CONSIDÉRANT que la commune de Pauillac pilote le dispositif sur l'ensemble du secteur, et qu'il convient de déterminer par convention avec les communes bénéficiaires leurs engagements réciproques ;

CONSIDÉRANT que les conventions telles qu'elles sont annexées à la présente délibération portent sur l'année scolaire 2020/2021 ;

VU l'avis favorable de la commission "Finances et personnel" réunie le 05 juillet 2021 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer avec les communes de Saint Julien Beychevelle, Cussac Fort Médoc, Lamarque, Saint Seurin de Cadourne, Saint Sauveur, Saint Estèphe, Vertheuil, pour l'année scolaire 2020/2021, les conventions relatives au réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, telles que annexées à la présente délibération ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches et signer toutes les pièces nécessaires à cet effet.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

AUTORISATION DONNER A MONSIEUR LE MAIRE DE SIGNER LA CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF « PETITS DÉJEUNERS » DANS LES ÉCOLES PUBLIQUES POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2021-2022

Vu la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 ;

Vu la proposition du Directeur académique de l'éducation nationale d'inscrire les écoles publiques de la ville de Pauillac dans la stratégie interministérielle de prévention et de lutte contre la pauvreté pour une opération « petits déjeuners dans les écoles » au bénéfice des enfants scolarisés dans les territoires

prioritaires (REP, REP +, QPV ou territoire en difficulté). Le Ministère de l'Education Nationale prévoit un fonds annuel de 12 M € ;

Considérant la volonté de la municipalité de mettre en place ce dispositif en servant exclusivement un petit déjeuner Bio (composé de trois produits : laitier, céréalié et fruitier) dans les trois écoles publiques à compter du 02 septembre 2021 pour l'année scolaire 2021-2022.

Ce dispositif doit être en lien avec un projet pédagogique d'éducation à l'alimentation ;

Le budget alloué par l'Académie de Bordeaux pour cette opération sera de 1,30 € par jour et par enfant.

A l'issue de l'année scolaire un bilan sera réalisé ;

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT, qu'il y a lieu de signer la convention afin de pouvoir bénéficier de subvention dans le cadre de l'appel à projet national.

Vu l'avis favorable de la commission "Finances et personnel" réunie le 05 juillet 2021 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** l'opération « petits déjeuners » dans les écoles publiques à compter du 02 septembre 2021 ainsi que les termes de la convention « Petits déjeuners » avec l'académie de Bordeaux
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat et à accomplir toutes les formalités nécessaires pour l'obtention de cette subvention.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

CESSION DE LA PARCELLE AR 254

La commune de Pauillac est propriétaire de la parcelle cadastrée AR 254 (surface de 580 m²) sise 4 rue de l'Aéropostale (zone d'activité) à Pauillac.

Les propriétaires des parcelles contiguës (Mme RIEU, M. GUIET et la SCI ARVV (M. VERMANDE) ont proposé de faire l'acquisition de la parcelle AR 254 afin de disposer d'un accès à la rue de l'aéropostale.

Il est proposé de vendre la parcelle AR 254 à ces 3 demandeurs.

VU l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales selon lequel "*Le Conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune*" ;

VU l'avis de France Domaine en date du 4 décembre 2020 ;

VU les courriers d'acceptation du prix d'acquisition proposé par les potentiels acquéreurs reçus les 10 et 28 mai 2021 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission « urbanisme - travaux – environnement » qui s'est réunie le 5 juillet 2021 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission « finances et personnel » réunie le 05 juillet 2021 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la vente de la parcelle cadastrée section AR 254 au prix de 20 € le m² (soit un prix global de **11 600 €**) à :
 - La SCI ARVV (M. Arnaud VERMANDE) ;
 - M. et Mme Noël RIEU ;
 - M. Gilles GUIET ;
- **DÉCIDE** que les frais de notaire, d'arpentage ou d'étude géotechniques sont à la charge des acquéreurs ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout acte ou document relatif à l'exécution de la présente délibération, notamment l'acte de vente définitif.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

**AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – OPERATION PROGRAMMEE
D'AMELIORATION DE L'HABITAT EN RENOUVELLEMENT URBAIN AVEC
OPERATION DE RESTAURATION IMMOBILIERE(OPAH-RU-ORI) – AIDES AUX
PROPRIETAIRES**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il est nécessaire de procéder au versement des premières aides accordées aux propriétaires de logements sur le territoire de la commune, dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) en cours.

La commune de Pauillac s'est en effet engagée dans une OPAH avec la délibération n°2019/104 du 24 septembre 2019 puis la signature d'une convention d'OPAH. Des aides pourront donc être accordées pendant 5 ans aux propriétaires qui réalisent des travaux d'amélioration de leur logement.

Ces dossiers d'aides sont instruits par SOLIHA Gironde, en charge du suivi-animation de cette OPAH, et sont étudiés lors de Comités Techniques de suivi de l'OPAH, qui émettent un avis avant leur validation lors d'une Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH).

La communauté de communes, les villes de Pauillac et Lesparre-Médoc, l'Anah, le Département, la CAF et la MSA participent à ces Comités Techniques de suivi (et d'autres intervenants peuvent être invités).

Il est proposé aux membres du conseil municipal de valider les dossiers d'aides concernant des propriétaires de logements à Pauillac, étudiés lors des Comités Techniques de suivi des 19 novembre 2020, 4 février 2021 et 29 mars 2021.

Sept dossiers obtiendront un financement de la commune de Pauillac, pour un montant total de 6 651,54 €. Ils obtiendront aussi un financement de l'Anah, du Département et de la communauté de communes.

Demandeur	Financement	Etiquette
-----------	-------------	-----------

Nom	Prénom	Commune	Types de travaux	Date COTEC H	Montant projet TTC	Subvention totale	% aides publiques	Pauillac	% de gain
CECOTTI	Liliane	Pauillac	Dégradati on lourde	19/11/2020	22 461,41 €	22 461,41 €	100%	212,41 €	30%
CONSTANT	Ginette	Pauillac	Energie	19/11/2020	12 226,94 €	12 226,94 €	100%	227,47 €	31%
LAVIGNE	Muriel et Michel	Pauillac	Energie	19/11/2020	28 807,93 €	26 931,34 €	93%	1 348,66 €	25%
ZORRAQUINO	Marie-Noëlle	Pauillac	Energie	19/11/2020	42 121,68 €	39 781,00 €	94%	1 500,00 €	62%
GOEDERT	Bernard et Monique	Pauillac	Energie	04/02/2021	5 848,17 €	4 678,00 €	80%	404,00 €	27%
ANTON	Claudine et Claude	Pauillac	Energie + Adaptation	29/03/2021	25 881,41 €	24 986,00 €	96%	1 500,00 €	26%
REVERCHON	Geneviève	Pauillac	Energie	29/03/2021	16 886,92 €	16 887,00 €	100%	1 459,00 €	25%
TOTAL					154 234,46 €	147 951,69 €		6 651,54 €	

Vu la délibération communautaire 84/2018 du 18 juin 2018 actant le lancement de l'OPAH-RU-ORI sur le territoire de la Communauté de Communes Médoc Cœur de Presqu'île,

Vu la délibération °2019-104 du 24 septembre 2019 approuvant la convention d'OPAH de la Communauté de Communes Médoc Cœur de Presqu'île et fixant les engagements financiers des différents partenaires,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le Programme Départemental de l'Habitat, adopté par le Conseil Départemental de la Gironde, le 25 juin 2015,

Vu le règlement général de l'Agence Nationale de l'Habitat,

Vu la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées, adopté par le comité responsable du plan, le 19 novembre 2007,

Vu l'avis des Comités Techniques de suivi de l'OPAH des 19 novembre 2020, 4 février 2021 et 29 mars 2021.

Vu l'avis favorable de la commission "Finances et personnel" réunie le 05 juillet 2021 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Article 1 : Approuve l'octroi des aides aux propriétaires précités souhaitant réaliser des travaux d'amélioration de l'habitat dans le cadre de l'OPAH, dont les dossiers ont été préalablement validés en Comité Technique de suivi, pour un montant total de **6 651,54 € TTC**.

Article 2 : Mandate et Autorise Monsieur le Maire pour la signature de tous les documents utiles à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 26
Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

AUTORISATION À DONNER À M. LE MAIRE DE SIGNER LA CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC CŒUR DE PRESQU'ÎLE DANS LE CADRE DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM EN MEDOC « LES VENDANGES DU 7^{ème} ART »

La commune de Pauillac organise tous les ans (sauf en 2020 pour cause de pandémie) un festival cinématographique intitulé "Les Vendanges du 7ème art", Festival international du film en Médoc.

Dans ce cadre, elle fait appel à différents partenaires et mécènes en vue de son organisation.

Dans le cadre de sa compétence culture, la Communauté de Communes Médoc Cœur de Presqu'île a souhaité s'engager pour soutenir financièrement la ville de Pauillac, pour son Festival « Les Vendanges du 7ème Art».

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative aux mécénats, aux associations et aux fondations ;

VU les statuts de la communauté de communes Médoc Cœur de Presqu'île et notamment l'article 3.3.5 «Culture et patrimoine » ;

CONSIDÉRANT que le festival "Les Vendanges du 7ème Art" présente un caractère culturel d'intérêt général et participe au rayonnement culturel, social et économique de la commune de Pauillac ;

CONSIDÉRANT la volonté de la communauté de communes Médoc Cœur de Presqu'île de participer financièrement au Festival « Les Vendanges du 7ème Art » ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'établir une convention ;

CONSIDÉRANT le projet de convention joint en annexe ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission « Finances » en date du 5 juillet 2021 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** le projet de convention relatif à la participation financière de la communauté de communes au festival "Les Vendanges du 7ème art" ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention proposée.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 23, CONTRE : 3 (M. CHAGNIAT, M. DE FOURNAS, Mme TAUZIER)
Adopté à la majorité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

VU le code de la commande publique ;

VU l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : “ Dès la communication du rapport mentionné à l'article [L. 3131-5](#) du code de la commande publique, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.” ;

CONSIDÉRANT la présentation du rapport annuel d'affermage du service public d'alimentation en eau potable du délégataire Suez Eau France SAS concernant l'année 2020 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission « Finances – personnel » réunie le 5 juillet 2021 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

• **PREND ACTE** de la présentation du rapport annuel 2020 de délégation de service public d'alimentation en eau potable, consultable en mairie.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

VU le code de la commande publique ;

VU l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : “ Dès la communication du rapport mentionné à l'article [L.3131-5](#) du code de la commande publique, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.” ;

CONSIDÉRANT la présentation du rapport annuel d'affermage du service public d'assainissement du délégataire Suez Eau France SAS concernant l'année 2020 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission « Finances – personnel » réunie le 5 juillet 2021 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

• **PREND ACTE** de la présentation du rapport annuel 2020 de délégation de service public d'assainissement, consultable en mairie.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL DE DÉLÉGATION POUR LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE LA MAISON DU TOURISME ET DU VIN ET DU PORT DE PLAISANCE

VU le code de la commande publique ;

VU l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : “ *Dès la communication du rapport mentionné à l'article L. 3131-5 du code de la commande publique, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.* ” ;

CONSIDÉRANT la présentation du rapport annuel de délégation pour la gestion du service public de la Maison du Tourisme et du Vin et du port de plaisance portant sur l'année 2020 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **PREND ACTE** de la présentation du rapport annuel 2020 de délégation pour la gestion du service public de la Maison du Tourisme et du Vin et du port de plaisance.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

APPROBATION DU BILAN ANNUEL 2020 DES ACQUISITIONS ET CESSIONS IMMOBILIÈRES

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2241-1 alinéa 2 qui dispose que “*Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune*” ;

VU la loi n°95-127 du 8 février 1995, notamment son article 11 ;

CONSIDÉRANT que le Conseil municipal de la commune de Pauillac doit délibérer sur le bilan des acquisitions et des cessions immobilières opérées au cours de l'année 2020 ;

CONSIDÉRANT que ledit bilan est annexé au compte administratif de la commune ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission « urbanisme – travaux » qui s'est réunie le 5 juillet 2021 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **PREND ACTE** du bilan annuel 2020 des acquisitions et cessions immobilières de la commune de Pauillac annexé à la présente délibération.
- **APPROUVE** le bilan annuel 2020 des acquisitions et cessions immobilières de la commune de Pauillac.

Vote : POUR : 23, ABSTENTIONS : 6 (M. CHAGNIAT, M. DE FOURNAS, Mme TAUZIER, M. POUYALET, MME AMBROISE, M. MORISSEAU)

Adopté à la majorité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

AUTORISATION D'EXPLOITER LA PARCELLE BD 17 PAR LA SAS CHATEAU HAUT BATAILLEY

Par délibération n°2020-96 du 30 octobre 2020, la commune de Pauillac a proposé de céder la parcelle BD 17, ancien bien vacant et sans maître sis à la Savatière d'une superficie de 296 m², au Château HAUT BATAILLEY pour un montant de 35 520 €.

Le château précité a accepté la proposition.

Dans l'attente de la signature de l'acte de vente définitif, le futur acquéreur a sollicité la commune pour obtenir une autorisation d'exploiter. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du contrôle des structures des exploitations agricoles qui s'applique à la mise en valeur des terres agricoles ou des ateliers de production hors sol au sein d'une exploitation agricole, quels que soient la forme ou le mode d'organisation juridique de celle-ci et le titre en vertu duquel la mise en valeur est assurée.

L'objectif principal du contrôle des structures est de favoriser l'installation d'agriculteurs, y compris ceux engagés dans une démarche d'installation progressive.

Ce contrôle a aussi pour objectifs de :

1° Consolider ou maintenir les exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable au regard des critères du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

2° Promouvoir le développement des systèmes de production permettant de combiner performance économique et performance environnementale, dont ceux relevant du mode de production biologique au sens de [l'article L. 641-13](#), ainsi que leur pérennisation ;

3° Maintenir une agriculture diversifiée, riche en emplois et génératrice de valeur ajoutée, notamment en limitant les agrandissements et les concentrations d'exploitations au bénéfice, direct ou indirect, d'une même personne physique ou morale excessifs au regard des critères précisés par le schéma directeur régional des exploitations agricoles.

Il convient d'autoriser M. le Maire à signer la demande d'autorisation d'exploiter.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code rural et les articles L331-1 à L331-11 et R331-1 à R331-7 ;

VU les articles L.1123-1 et suivants du Code générale de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code civil, notamment son article 713 ;

VU la délibération 2019-099 du 24/09/2020 décidant de l'incorporation d'un certain nombre de biens dans le domaine privé de la commune ;

VU l'arrêté d'incorporation n°2019/591 en date du 7 octobre 2019 portant incorporation de biens vacants et sans maîtres (parcelles B603, AI 165, C178 et BD 17) ;

VU les formalités réalisées auprès du service de publicité foncière le 7 octobre 2019 ;

VU la délibération n°2020/96 du 30 octobre 2020 portant proposition de vente de la parcelle BD 17 au Château Haut Batailley ;

CONSIDERANT l'acceptation du château précité sur le prix d'acquisition ;

CONSIDERANT la nécessité d'autoriser la SAS Château Haut Batailley à exploiter la parcelle, objet de la future cession ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission « finances et personnel » qui s'est réunie le 5 juillet 2021 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : Monsieur le Maire est autorisé à signer l'autorisation d'exploitation de la parcelle BD 17 au profit de la SAS Château Haut Batailley.

Article 2 : La vente de la parcelle devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter du caractère exécutoire de la présente délibération.

Article 3 : Monsieur le Maire est autorisé à prendre toutes les décisions et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 23, ABSTENTIONS : 3 (M. CHAGNIAT, M. DE FOURNAS, Mme TAUZIER)
Adopté à la majorité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

AUTORISATION A SIGNER LA CONVENTION DE FINANCEMENT APPEL A PROJETS POUR UN SOCLE NUMERIQUE DANS LES ECOLES ELEMENTAIRES (AAP SNEE)

Vu la loi n°2020- 1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 et notamment les articles 239 à 248 relatifs au Plan de relance ;

Vu le décret n°2018- 514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2016 portant nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'Etat ;

Vu le Bulletin Officiel de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports n°2 du 14 janvier 2021 relatif à l'appel à projets pour un socle numérique dans les écoles élémentaires dans le cadre du Plan de relance – Continuité pédagogique (MENN2100919X)

Ce projet est conforme aux orientations de la ville de Pauillac en matière de numérique dans les écoles, et vise à développer les pratiques numériques et l'utilisation des ressources d'apprentissage innovantes ;

Le projet porté par la ville de Pauillac avec le soutien de la direction des services départementaux de l'Education Nationale de la Gironde (DSDEN33) a été retenu au niveau national.

La sélection ouvre droit à un soutien financier de l'Etat pour l'acquisition de ressources pédagogiques et d'équipements numériques.

Les montants des contributions financières sont les suivants :

Coût total collectivité (TTC) pour l'ensemble du projet : **27 110,00€**

Subvention de l'Etat demandée : **14 355,00€**

– Volet numérique coût total collectivité (TTC) : **22 900,00€**

Dont subvention de l'Etat demandée : **12 250,00€ soit 53,49% taux de subvention**

– Volet services et ressources numériques coût total collectivité (TTC) : **4 210,00€**

Dont subvention de l'Etat demandée : **2 105,00€ soit 50% taux de subvention**

Une avance de 30% du montant de la subvention prévisionnelle de l'Etat au titre de l'équipement, telle que définie l'article 4.1 peut être demandée lors du commencement d'exécution du projet.
Le solde sera versé dès la constatation du service fait par l'académie, sur production d'un état récapitulatif des dépenses réalisées.

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT, qu'il y a lieu de signer la convention afin de pouvoir bénéficier de subvention dans le cadre de l'appel à projet national.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** les termes de la convention de financement « Appel à projets pour un socle numérique dans les écoles élémentaires (AAP SNEE) » avec l'académie de Bordeaux
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de financement et à accomplir toutes les formalités nécessaires pour l'obtention de cette subvention.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE : AVENANT DE PROLONGATION

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que :

Par délibération n°168/09 en date du 19 mars 2009, le conseil municipal s'était prononcé sur le principe de la délégation du service public de distribution d'eau potable par voie d'affermage à compter du 1^{er} janvier 2010.

Par délibération n°250/09 du 17 décembre 2009, le contrat a été confié à la société Lyonnaise des Eaux, devenue par la suite SUEZ, pour une durée de 12 ans.

Par délibération 2021/022 du 30 mars 2021, le conseil municipal a décidé de relancer une consultation pour trouver un nouveau délégataire, à l'échéance du 31 décembre 2021.

Afin d'optimiser la future délégation, dans ses coûts et son cahier des charges, il est proposé de prolonger l'actuel contrat jusqu'au 30 avril 2022. Cette prolongation permettrait de mettre en place un groupement de commande avec la commune de Saint Julien Beychevelle, ce qui permettra d'optimiser la prestation, tant dans son organisation que dans son coût.

Par ailleurs, cette démarche permettra d'optimiser la clôture des comptes avec le prestataire actuel et de bénéficier d'une dernière relève, ce qui aboutira à une dernière facturation plus fiable. Incidemment, cela génèrera une économie de près de 6700€ sur la prestation du délégataire.

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant de prolongation de la DSP « eau potable ».

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1410-3, L. 1411-1, L. 1411- 4 et suivants,

VU les dispositions de l'article L1121-3 du Code de la commande publique ;

VU la délibération 168/09 en date du 19 mars 2009 portant lancement d'une DSP pour le service public de distribution d'eau potable par voie d'affermage à compter du 1^{er} janvier 2010.

VU la délibération n°250/09 du 17 décembre 2009 portant attribution du contrat d'affermage à la société Lyonnaise des Eaux, devenue par la suite SUEZ, pour une durée de 12 ans.

VU la délibération 2021/022 du 30 mars 2021 par laquelle le conseil municipal a décidé de relancer une consultation pour trouver un nouveau délégataire, à l'échéance du 31 décembre 2021.

CONSIDÉRANT le terme de l'actuelle délégation de service public conclue avec la SUEZ, soit le 31 décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT l'intérêt technique et financier de prolonger l'actuel contrat afin d'optimiser le cahier des charges de la future délégation de service public ;

CONSIDÉRANT le projet d'avenant de prolongation jusqu'au 30 avril 2022 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission « Finances et Personnel » réunie le 5 juillet 2021 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

DECIDE

Article 1 : L'avenant de prolongation de la délégation de service public « eau potable », conclu avec la Société SUEZ, jusqu'au 30 avril 2022 est approuvé.

Article 2 : Le Maire est autorisé à signer l'avenant de prolongation.

Article 3 : Le Maire est autorisé à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF : AVENANT DE PROLONGATION

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que :

Par délibération n°169/09 en date du 19 mars 2009, le conseil municipal s'était prononcé sur le principe de la délégation du service public d'assainissement collectif par voie d'affermage à compter du 1^{er} janvier 2010.

Par délibération n°251/09 du 17 décembre 2009, le contrat a été confié à la société Lyonnaise des Eaux, devenue par la suite SUEZ, pour une durée de 12 ans.

Par délibération 2021/022 du 30 mars 2021, le conseil municipal a décidé de relancer une consultation pour trouver un nouveau délégataire, à l'échéance du 31 décembre 2021.

Afin d'optimiser la future délégation, dans ses coûts et son cahier des charges, il est proposé de prolonger l'actuel contrat jusqu'au 30 avril 2022. Cette prolongation permettrait de mettre en place un groupement de commande avec la commune de Saint Julien Beychevelle, ce qui permettra d'optimiser la prestation, tant dans son organisation que dans son coût.

Par ailleurs, cette démarche permettra d'optimiser la clôture des comptes avec le prestataire actuel et de bénéficier d'une dernière relève, ce qui aboutira à une dernière facturation plus fiable. Incidemment, cela générera une économie de près de 6700€ sur la prestation du délégataire.

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant de prolongation de la DSP « assainissement collectif ».

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1410-3, L. 1411-1, L. 1411- 4 et suivants,

VU les dispositions de l'article L1121-3 du Code de la commande publique ;

VU la délibération 169/09 en date du 19 mars 2009 portant lancement d'une DSP pour le service public d'assainissement collectif par voie d'affermage à compter du 1er janvier 2010.

VU la délibération n°251/09 du 17 décembre 2009 portant attribution du contrat d'affermage à la société Lyonnaise des Eaux, devenue par la suite SUEZ, pour une durée de 12 ans.

VU la délibération 2021/022 du 30 mars 2021 par laquelle le conseil municipal a décidé de relancer une consultation pour trouver un nouveau délégataire, à l'échéance du 31 décembre 2021.

CONSIDÉRANT le terme de l'actuelle délégation de service public conclue avec la SUEZ, soit le 31 décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT l'intérêt technique et financier de prolonger l'actuel contrat afin d'optimiser le cahier des charges de la future délégation de service public ;

CONSIDÉRANT le projet d'avenant de prolongation jusqu'au 30 avril 2022 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission « Finances et Personnel » réunie le 5 juillet 2021;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

DECIDE

Article 1 : L'avenant de prolongation de la délégation de service public « assainissement collectif », conclu avec la Société SUEZ, jusqu'au 30 avril 2022 est approuvé.

Article 2 : Le Maire est autorisé à signer l'avenant de prolongation.

Article 3 : Le Maire est autorisé à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

2- PERSONNEL

DELIBERATION PORTANT SUPPRESSION AU TABLEAU DES EFFECTIFS D'UN POSTE D'ATTACHE TERRITORIAL A TEMPS COMPLET

Le Conseil municipal **de Pauillac**,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu notamment l'article 34 de la loi n°84-53 précitée ;

Vu le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

Vu le décret 87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicables aux attachés territoriaux ;

Vu le décret n° 87-1101 du 30 décembre 1987 modifié portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;
Vu le décret n°2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2016-588 modifié du 11 mai 2016 modifié portant mise en œuvre de la mesure dite du "transfert primes/points" ;
Vu le décret n° 2016-1124 du 11 août 2016 portant majoration du traitement de certains fonctionnaires territoriaux bénéficiaires d'une clause de conservation d'indice à titre personnel ;
Vu le décret n°2016-1798 du 20 décembre 2016 modifiant le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
Vu le décret n° 2016-1799 du 20 décembre 2016 modifiant le décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
Vu le décret n° 2017-1736 du 21 décembre 2017 portant report de la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions statutaires relatives à la modernisation des Parcours Professionnels, des Carrières et des Rémunérations et applicables aux fonctionnaires de l'Etat, aux fonctionnaires territoriaux et aux fonctionnaires hospitaliers ;
Vu le décret n° 2017-1737 du 21 décembre 2017 modifiant l'échelonnement indiciaire de divers corps, cadres d'emplois et emplois de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale, et de la fonction publique hospitalière
Vu l'avis du comité technique rendu sur la base d'un rapport présenté par la collectivité en sa réunion du 3 juin 2021 ;
Vu notamment l'article 34 de la loi précitée ;
Vu l'avis favorable de la commission "Finances et personnel" réunie le 0 juillet 2021 ;

Considérant le départ à la retraite d'un agent titulaire à temps complet,

Sur le rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré et à la majorité de ses membres présents ou représentés ;

DECIDE

-la suppression au tableau des effectifs de la commune d'un poste d'attaché territorial à temps complet, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés ;

-la présente modification du tableau des effectifs prend effet à compter du 1^{er} juillet 2021.

- l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

DELIBERATION PORTANT SUR LA LISTE DES EMPLOIS OUVRANT DROIT AUX INDEMNITES HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

Le Conseil municipal de **Paillac**,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136 ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu l'article 1^{er} du décret n° 2007-1630 du 19 novembre 2007 portant sur la suppression pour la catégorie B la condition qui subordonnait le paiement d'I.H.T.S. à la détention d'un indice brut inférieur ou égal à 380 ;

Vu le décret n° 2010-310 du 22 mars 2010 modifiant le décret 2002-528 du 25 avril 2002 ;

Vu la délibération n°2002-186 en date du 12 décembre 2002 portant sur le régime indemnitaire du personnel territorial ;

Vu le règlement intérieur de la collectivité portant aménagement et réduction du temps de travail, du 14 avril 2010 ;

Vu la délibération n°2021/014 en date du 29 janvier 2021 portant sur l'harmonisation du temps de travail ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 03 juin 2021 ;

Vu l'avis favorable de la commission "Finances et personnel" réunie le 05 juillet 2021 ;

Considérant que conformément au décret n° 2002-60 précité, la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en toute ou partie, sous la forme de repos compensateur et qu'à défaut de compensation sous la forme de repos compensateur, les heures accomplies sont indemnisées ;

Considérant que la délibération n°2002/186 en date du 12 décembre 2002 est devenue obsolète et qu'il convient de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ainsi que les conditions d'attribution ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré et à la majorité de ses membres présents ou représentés ;

DÉCIDE d'instituer selon les modalités suivantes l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires aux agents titulaires, stagiaires et contractuel relevant des cadres d'emplois suivants :

Filières	Cadres d'emplois
----------	------------------

Administrative	Rédacteurs Adjoints administratifs
Technique	Techniciens Agents de maîtrise Adjoints techniques
Police Municipale	Chef de service de Police Municipale Brigadier-chef principal Gardien – Brigadier
Culturelle	Adjoint du patrimoine
Animation	Adjoint d'animation
Sanitaire et sociale	Agent spécialisé des écoles maternelles

Ces indemnités pourront être étendues aux agents contractuels de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux agents titulaires et stagiaires des filières et des cadres d'emplois susvisés.

Les agents sous contrats de droit privé sont régis par le Code du travail, il convient donc d'appliquer la réglementation en vigueur.

La rémunération de ces travaux supplémentaires est subordonnée à la mise en place de moyen de contrôle (décompte déclaratif). Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent.

Pour les agents à temps non complet, les IHTS sont calculés selon le taux horaire de l'agent dans la limite des 35 heures. Au-delà, elles sont calculées selon la procédure normale décrite dans le décret n° 2002-60.

Le paiement des indemnités fixées par la présente délibération sera effectué selon une périodicité mensuelle.

Les indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

DIT QUE les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012 du budget de la collectivité.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

DELIBERATION PORTANT CREATION AU TABLEAU DES EFFECTIFS D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2° CLASSE A TEMPS COMPLET

Le Conseil municipal **de Pauillac**,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 1986 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n°2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières de fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu notamment l'article 34 de la loi n°84-53 précitée ;

Vu l'avis favorable de la commission "Finances et personnel" réunie le 05 juillet 2021 ;

Considérant l'obtention au concours d'adjoint administratif principal de 2° classe d'un agent titulaire et son inscription sur la liste d'aptitude du Centre de Gestion des Landes,

Sur le rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré et à la majorité de ses membres présents ou représentés ;

DECIDE

- la création au tableau des effectifs de la commune d'un poste d'adjoint administratif principal de 2° classe à temps complet ; rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés ;
- la présente modification du tableau des effectifs prend effet à compter du 1^{er} septembre 2021.
- l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

3 - URBANISME

CONVENTION DE SERVITUDE A CONCLURE AVEC ENEDIS SUR LES PARCELLES C 409, C 410, C 725 et C 730 LES BARRADES

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29 selon lequel « *le Conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune* »,

VU la délibération n° 107 du 14 novembre 2013 portant autorisation d'une convention de servitude pour l'implantation d'une ligne électrique sur les parcelles communales cadastrées C n° 725, 409, 410 et 730 ;

VU la demande de la société ENEDIS visant à poser des câbles souterrains sur les parcelles cadastrées section C n° 409, 410, 725 et 730 appartenant à la commune de Pauillac et à mettre en place une convention de servitude ;

VU l'avis favorable de la commission urbanisme et travaux en date du 5 juillet 2021,

VU le projet de convention de servitudes joint en annexe,

CONSIDERANT que dans le but de finaliser la distribution électrique moyenne tension, ENEDIS envisage la mise en souterrain de ses lignes électriques sur la commune de Pauillac tout en déposant les lignes aériennes,

CONSIDERANT que la pose d'un câble électrique est envisagée sur des parcelles appartenant à la commune,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de conclure une convention de servitudes pour l'implantation de cette ligne souterraine,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE les termes de la convention proposée par ENEDIS tendant à instaurer une convention de servitudes sur les parcelles cadastrées C n° 725, 409, 410 et 730.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de servitudes avec ENEDIS pour la pose d'un câble électrique sur les parcelles cadastrées section C n° 725, 409, 410 et 730.

AUTORISE Monsieur le Maire est autorisé à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 26
Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

CONTRAT DE BAIL RELATIF A L'IMPLANTATION D'UNE ANTENNE DE COMMUNICATION SUR LA PARCELLE BC 263

L'opérateur ORANGE souhaite, dans le cadre de son activité d'opérateur de communications électroniques, procéder pour l'exploitation de ses réseaux à l'implantation d'Equipements Techniques.

Ainsi, il est envisagé d'implanter au lieudit **Palu de Saint Lambert**, une antenne relais sur la parcelle cadastrée BC 263 et ce, afin de permettre aux administrés d'accéder aux services à très haut débit mobile dit 4G.

Le bail serait consenti pour une durée initiale de 12 (douze) ans. Il sera renouvelé de plein droit par périodes successives de 6 (six) ans, sauf dénonciation par les parties.

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à lancer la consultation publique et à signer le projet de bail.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code des Postes et Télécommunications et notamment les articles L 45-9 et s. ;

CONSIDERANT le dossier joint en annexe ;

CONSIDERANT le projet de bail joint en annexe ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission « finances » qui s'est réunie le 5 juillet 2021 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : Le projet de bail relatif à 'l'implantation d'une antenne de l'opérateur ORANGE sur la parcelle cadastrée BC 263 est approuvé.

Article 2 : Monsieur le Maire est autorisé à signer le contrat de bail précité.

Article 3 : Monsieur le Maire est autorisé à lancer la procédure de consultation.

Article 4 : Monsieur le Maire est autorisé à prendre toutes les décisions et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

MISE EN COPROPRIETE DE L'IMMEUBLE SIS 25 rue Victor HUGO -30 Rue Aristide BRIAND (parcelle cadastrée AW 107)-CREATION D'UN SYNDIC BENEVOLE DE COPROPRIETE ET DESIGNATION DE MONSIEUR LE MAIRE EN QUALITE DE SYNDIC BENEVOLE

La commune de Pauillac est propriétaire de l'immeuble sis 25 rue Victor HUGO -30 Rue Aristide BRIAND (parcelle cadastrée AW 107 d'une contenance de 91 ca). Le rez-de-chaussée accueille un local commercial.

Il est envisagé de conclure un bail emphytéotique avec M. CATELAND sur l'un des deux lots qui compose ce bien, ce qui permettra de restaurer en partie ce bien qui est dans un état de délabrement avancé.

Une division en volume ne peut être mise en œuvre en raison de la réglementation. En effet, l'article 28 de la loi du 10 juillet 1965 a été modifié par la loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014. Ainsi il n'est pas possible de diviser en volumes cet immeuble homogène avec rez-de-chaussée commercial et premier et deuxième étage à usage d'habitation ».

Il s'avère nécessaire de créer un syndic de copropriété qui sera chargé de la gestion du bien et de désigner Monsieur le Maire en qualité de syndic bénévole.

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu la délibération n° 2019/ du 18 juin 2019 portant autorisation de signature d'un bail emphytéotique avec Mme CATELAND pour la réhabilitation du logement sis 25 Rue Victor HUGO à Pauillac ;

Vu l'avis favorable de la commission « urbanisme –travaux » réunie le 5 juillet 2021 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1 : La mise en copropriété de l'immeuble cadastré AW 107 et la création d'un syndic bénévole sont approuvées.

Article 2 : Monsieur le Maire est autorisé à :

- Devenir syndic de copropriété bénévole ;
- Signer le règlement de copropriété à venir. ;
- Ouvrir un compte bancaire au nom du syndic de copropriété ;
- Faire fonctionner et à gérer le budget du syndic bénévole ainsi que toutes les opérations de gestion courante.

Article 3 : Monsieur le Maire est autorisé à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

4 – TRAVAUX

TRANSFERT AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE ELECTRIQUE DE LA GIRONDE DU SERVICE PUBLIC DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE (DECI)

La DECI a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin.

Afin d'offrir une meilleure sécurité au profit des communes, le SDEEG peut assurer la pleine compétence du Service public de la Défense Extérieure Contre l'Incendie tant au niveau des travaux que des contrôles sur les Points d'Eau d'Incendie (PEI). L'organisation interne du Syndicat (Bureau d'Etudes, Techniciens ...) et ses multiples références garantissent un montage sérieux des dossiers ainsi qu'un suivi des opérations sur le terrain.

La commune conserve la **police administrative spéciale**, la maîtrise des aspects budgétaires, la programmation des contrôles et le choix du matériel des PEI.

Le règlement fixant les modalités techniques, administratives et financières de transfert et d'exercice de la compétence définie est joint en annexe. Ce document, adopté par délibération du Comité Syndical, est susceptible d'être modifié au regard des marchés de travaux passés par le SDEEG et des évolutions réglementaires ; toute modification est portée à la connaissance de la commune dès sa mise en application.

Vu l'article L5212-16 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux syndicats à la carte,

Vu les statuts du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) modifiés par arrêté préfectoral en date du 30 juillet 2015,

Vu l'arrêté n° INTE 1522200A du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la Défense Extérieure Contre l'incendie et abrogeant les dispositions antérieures contradictoires,

Vu le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'incendie de la Gironde arrêté et approuvé par le Préfet de la Gironde le 26 juin 2017,

Vu l'article L.2213-32 du CGCT, qui place sous l'autorité, du maire la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), qui comprend la police administrative spéciale, et le Service Public de la DECI distinct du service public de l'eau potable.

Vu le règlement fixant les modalités techniques, administratives et financières de transfert et d'exercice de la compétence définies dans le document ci-joint.

Considérant l'intérêt de transférer au SDEEG les prérogatives dans le domaine de la défense extérieure contre l'incendie,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

DECIDE

Article 1 : Le transfert du Service public de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) au SDEEG est approuvé.

Article 2 : Le transfert de cette compétence sera faite pour une durée de 6 ans à partir du caractère exécutoire de la présente délibération, en vue d'exercer les prérogatives suivantes :

- La maîtrise d'ouvrage des investissements sur les PEI déclarés dans la DECI, comprenant notamment les créations de PEI, les renouvellements, rénovations, mises en conformité,
- La maîtrise d'œuvre des travaux réalisés sur les PEI et sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Départemental,
- L'organisation et le contrôle annuel des PEI déclarés dans la DECI,

- L'organisation et le contrôle débit-pression des PEI déclarés dans la DECI,
- La maintenance curative et corrective des PEI déclarés dans la DECI,
- L'aide à l'élaboration du schéma communal de la DECI,
- La gestion et cartographie du patrimoine des PEI déclarés dans la DECI.

Article 3 : Monsieur le Maire est autorisé à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

CONVENTION DE SERVITUDE POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE SUR LA PARCELLE CADASTREE AT 389

M. Robert VEDRENNE est propriétaire de la parcelle cadastrée AT 389 sise Rue du Caporal-chef CHAHBOUNE à Pauillac.

La parcelle précitée étant située au bout de cette rue, elle est régulièrement utilisée par les véhicules de la ville ou du SMICOTOM comme raquette de retournement, permettant ainsi aux véhicules de pouvoir repartir dans le sens inverse.

Or, cet usage engendre des désordres sur le revêtement mis en place par le propriétaire.

Il est proposé d'établir une convention de servitude pour cause d'utilité publique, permettant la prise en charge par la commune de l'entretien régulier de cette zone.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code général des propriétés des personnes publiques ;

CONSIDERANT la parcelle AT 389 qui est utilisée par de multiples véhicules affectés à un service public et qui subit par conséquent des désordres réguliers de son revêtement ;

CONSIDERANT la nécessité de permettre aux véhicules affectés au service public de pouvoir tourner dans de bonnes conditions de sécurité ;

CONSIDERANT le projet de convention joint en annexe ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission « finances » qui s'est réunie le 5 juillet 2021 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : La convention instituant une servitude pour cause d'utilité publique au profit de la parcelle cadastrée at 389 est approuvée.

Article 2 : Monsieur le Maire est autorisé à signer la convention.

Article 3 : Monsieur le Maire est autorisé à prendre toutes les décisions et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote : POUR : 26

Adopté à l'unanimité.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »

5- DIVERS

COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR M. LE MAIRE EN VERTU DE LA DÉLÉGATION QUI LUI A ÉTÉ DONNÉE PAR LA DÉLIBÉRATION N°2020/050 DU 10 JUILLET 2020

Conformément à l'article L.2122 22 du Code général des collectivités territoriales, il est rendu compte des décisions prises en application de la délégation accordée au Maire par la délibération n°2020/050 en date du 10 juillet 2020.

La liste de ces décisions a été envoyée avec l'ordre du jour.

Sur le fondement du 4ème de l'article L.2122-22 du CGCT – FIXER les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées. En revanche, concernant le tarif de la restauration scolaire, seule l'assemblée délibérante est compétente.

- Décision n°2021/03 du 2 février 2021 fixant les tarifs du camping municipal « Les Gabarreys »
- Décision n°2021/04 du 29 mars 2021 fixant les tarifs municipaux

Sur le fondement du 4ème de l'article L.2122-22 du CGCT – – PRENDRE toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

- Marché de prestations de service « *Location longue durée d'une balayeuse aspiratrice* » conclu avec la société SAML- 9/11 rue Gustave Eiffel 91 351 GRIGNY cedex pour un montant de 213 900 € HT soit 256 680 € TTC. Marché résilié par courrier en date du 11 mai 2021 suite absence de publication au JOUE.
- Marché de fourniture « *Remplacement des pontons et catways au port de plaisance La Fayette* » conclu avec la société NOVA NAUTIC SAS - ZI "le Marais", Rue des Bouleaux 01460 PORT pour un montant de 396 425 € HT soit 475 710 € TTC
- Marché de prestations de service « *Entretien des hameaux (2ème relance)* » conclu avec la société SOLUVIGNES-51, Isaac Newton 81 000 ALBI- pour un montant de 26 500 HT soit 31800 € TTC. Marché résilié par courrier en date du 9 juin 2021.
- Marché de travaux « *Réhabilitation énergétique du groupe scolaire HAUTEVILLE à Pauillac (33250)* » conclu avec le groupement d'entreprises BOBION & JOANIN (mandataire)- 4, rue Ampere 33370 Tresses - pour un montant de 1 046 906,73 HT soit 1 256 288,07 € TTC

Sur le fondement du 5ème de l'article L.2122-22 du CGCT – DÉCIDER de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans :

1. Décision du 6 avril 2021 relative à la mise en location du local n°3 situé au centre administratif pour un montant mensuel de 193,75 € HT soit 232,50 € TTC au profit de la SCI BSM du MEDOC (M. BOULAJOUL).
2. Décision du 30 avril 2021 relative à la mise en location des locaux de la DGFIP situé Quai Paul DOUMER pour un montant annuel de 33 446,32 € HT
3. Décision du 3 juin 2021 relative à la mise en location de la maison sise 10 rue des Acacias pour un montant mensuel de 500 €

Sur le fondement du 8ème de l'article L.2122-22 du CGCT – PRONONCER la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.

- Décision n°2021/357 du 10 juin 2021 portant acquisition d'une concession quinquennale (cavurne) dans le cimetière communal au profit de Mme BURAN ép. BISSIRIEIX.

- Décision n°2021/368 du 16 juin 2021 portant acquisition d'une concession familiale dans le cimetière communal au profit de M. et Mme HANGARD

-

Sur le fondement de l'article L.2122-22 du CGCT 25 - DEMANDER à l'Etat, à l'Europe, aux collectivités territoriales ainsi qu'à tout organisme institutionnel susceptible d'apporter son soutien financier (CAF, agence de l'eau...) aux projets de la commune l'attribution de subventions quel qu'en soit le montant.

- Décision n°**2021/005 du 09/04/2021** portant demande d'une subvention de 45 000€ au Conseil Départemental de la Gironde pour le dossier « *Remplacement ponton et catways du port* »
- Décision n°**2021/006 du 21/04/2021** portant demande d'une subvention de 28 377 € au Fonds Départemental d'Aide à l'Équipement des Communes (FDAEC) pour les travaux de voirie de la rue du Caporal-chef CHAHBOUN
- Décision n°**2021/007 du 20/05/04/2021** portant demande d'une subvention de 36 000 € au Conseil Départemental de la Gironde pour le dossier « *Réhabilitation énergétique école Hauteville* »

Le Conseil municipal PREND ACTE des décisions dont la liste est jointe en annexe.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication par voie d'affichage »